

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents

Damien De Keyser, *Conseiller communal-Président* ;
Benoît Cerexhe, *Bourgmestre* ;
Caroline Lhoir, Alexandre Pirson, Françoise de Callatay-Herbiet, Antoine Bertrand, Carine Kolchory, Dominique Harmel, Gerda Postelmans, *Échevins* ;
Willem Draps, Philippe van Cranem, Anne-Charlotte d'Ursel, Christine Sallé, Tanguy Verheyen, Aymeric de Lamotte, Cécile Vainsel, Laurent de Spirlet, Olivia Casterman, Marie Cruysmans, Jonathan de Patoul, Anne Delvaux de Fenffe, Juliette Siaens-Mahieu, Christiane Mekongo Ananga, Cathy Vaessen, Sophie Busson, Danièle Van Crombrughe-Gruuloos, Hatiana Martine LUWANA, *Conseillers communaux* ;
Florence van Lamsweerde, *Secrétaire communale*.

Excusés

Helmut De Vos, *Échevin* ;
Carla Dejonghe, Alexia Bertrand, Christophe De Beukelaer, Georges Dallemagne, Etienne Dujardin, Muriel Godhaird, Michel Naets, *Conseillers communaux*.

Séance du 26.03.24

#Objet : CC - Ordonnance de police du Conseil communal relative aux élections du Parlement européen, de la Chambre des représentants, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et des membres bruxellois du Parlement flamand en date du 09.06.2024 - Adoption #

Séance publique

Service juridique

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 119, 133 alinéa 2 et 135 § 2 ;

Vu en particulier l'article 119bis de la nouvelle loi communale relatif à l'imposition de sanctions administratives pour réprimer les infractions aux règlements et ordonnances de police ;

Vu le règlement général de police commun aux 19 communes bruxelloises du 21.01.2020, tel que modifié, notamment ses articles 38 et suivants ;

Vu l'ordonnance du 14.05.1998 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée, organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté du 16.07.1998 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, tel que modifié, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative ;

Considérant que des élections du Parlement européen, de la Chambre des représentants, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et des membres bruxellois du Parlement flamand se dérouleront en date du dimanche 09.06.2024 ;

Vu l'arrêté de police du 22.02.2024 pris par M. le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que, complémentaires aux dispositions contenues dans ledit arrêté de police du 22.02.2024 pris par M. le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, il est indispensable de prendre des mesures afin de garantir la sécurité, la tranquillité et l'ordre public pendant la période des élections susmentionnées ;

Considérant que les communes ont pour mission de garantir aux habitants le maintien de la salubrité, de la tranquillité et de l'ordre public, notamment dans les rues, lieux et édifices publics ;

Considérant que pour assurer cette mission en période électorale, il importe de prendre diverses mesures en

vue de réglementer l'affichage sur la voie publique ; Qu'il importe d'éviter l'affichage sauvage qui entraîne, outre les dégradations, une pollution visuelle importante qui peut nuire à la sécurité et à la tranquillité publique;

Vu ce qui précède et afin de garantir la sécurité, la tranquillité et l'ordre public ;

DECIDE, dans le cadre de l'organisation des élections du Parlement européen, de la Chambre des représentants, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et des membres bruxellois du Parlement flamand qui se dérouleront en date du dimanche 09.06.2024, d'adopter l'ordonnance de police suivante :

Article 1 :

L'affichage électoral sur le domaine public sera organisé uniquement par la commune.

L'affichage électoral sur le domaine public sera strictement limité à dater de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance et ce jusqu'au 09.06.2024 inclus.

Aucune affiche ne sera autorisée sur les terrains ou bâtiments relevant des pouvoirs publics, à l'exception de ceux occupés à des fins privées par des personnes physiques.

Sans préjudice des dispositions du règlement général de police et des dispositions du Code de la route, l'affichage électoral est interdit sur :

- l'espace public, à l'exception des panneaux d'affichage prévus à cet effet par l'autorité communale ;
- les véhicules automobiles tels que définis à l'article 2.21 de l'arrêté royal du 01.12.1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, à l'exception des :
 - voitures (article 1, § 2.44 de l'arrêté royal du 15.03.1968 sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques) sans remorques ni attelages ;
 - vélos, cycles, triporteurs, cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles, quadricycle (article 1 de l'arrêté royal du 23.03.1998) sans remorques ni attelages, trottinettes.

Article 2 :

Par affichage électoral, il faut entendre des inscriptions, des affiches, des représentations picturales ou photographiques, des tracts et des papillons ou l'usage de formes de publicité contemporains tels que des dispositifs de projection d'images (p.e. des lasers, des vidéoprojecteurs), des nettoyeurs à haute pression et gabarits.

Article 3 :

§ 1. L'affichage sera assuré exclusivement par les soins des services communaux sur les panneaux repris ci-dessous, dans les zones identifiées. Il ne pourra en aucun cas être effectué directement ni par des colleurs agissant pour les représentant(e)s des listes de candidats ou de partis politiques, ni par une personne étrangère au personnel communal.

§ 2. Les listes qui souhaitent voir les affiches de leurs candidats apposées sur les panneaux d'affichage électoraux, désigneront un(e) seul(e) représentant(e), valablement mandaté(e) par la tête de liste des candidats pour venir déposer au service du Secrétariat communal, du lundi au vendredi entre 09 h. 00 et 12 h. 00, excepté les jours fériés et les jours de fermeture de l'administration communale, les affiches électorales qu'elle souhaite voir apposer sur les panneaux. Le cas échéant, il (elle) communique la disposition souhaitée, qui devra correspondre à l'espace attribué. Tout litige est de la compétence du Collège des Bourgmestre et Échevins

§ 3. Une demande justifiée et hebdomadaire de nouvel affichage peut être formulée par les représentant(e)s de chaque liste. Les nouvelles affiches seront apposées dans un délai raisonnable.

§ 4. Les services communaux remettront, dans la mesure du possible, des affiches neuves à la place de celles qui auront été endommagées, pour autant que le (la) candidate ou le (la) représentant(e) du parti dont l'affiche aura été arrachée ou détériorée :

- en a fait part aux services communaux ;
- et qu'il (elle) a fourni un nombre suffisant d'affiches pour pourvoir, en cas de besoin, à leur remplacement.

Les affiches seront apposées par les ouvriers communaux, à partir du 02.05.2024, sur les panneaux communaux situés aux emplacements ci-après mentionnés et réservés par les autorités communales à l'apposition d'affiches électorales :

- place Dumon, sur la partie centrale devant l'agence bancaire ING
- avenue Du Jardin, le long de la grille du Centre sportif
- parvis Sainte-Alix, derrière l'église
- place de l'Orée, sur la berme entre le rond-point et le stationnement
- place des Maïeurs
- devant l'hôtel communal
- carrefour Atlantique / Franciscains, sur la berme centrale
- avenue des Frères Legrain, à proximité du magasin Carrefour Market
- place du White Star

L'espace d'affichage sur les panneaux électoraux communaux est réparti en colonnes de la manière suivante :

- 90 %, en parts égales, au profit des partis politiques actuellement représentés au sein d'au moins deux des assemblées concernées par le scrutin du 09.06.2024 ;
- 10 %, en parts égales, au profit des partis/listes politiques qui ne sont pas actuellement représentés au sein d'au moins deux des assemblées concernées par le scrutin du 09.06.2024 ;

L'espace d'affichage est réservé à chaque parti politique / liste, de gauche à droite, dans l'ordre croissant des numéros de liste.

Ne sera pas affichée : toute affiche dont le contenu est en infraction avec la loi du 30.07.1981, tel que modifiée, tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie ou avec la loi du 23.03.1995, tel que modifiée, tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale.

Article 4 :

Les distributions de tracts sur la voie publique seront autorisées à condition que les documents distribués mentionnent clairement l'éditeur responsable et que les distributeurs se chargent de ramasser ceux qui seraient jetés par le public (en application de l'article 51 du Règlement général de police).

Article 5 :

Il est interdit de mener des actions de campagne telles que décrites à l'article 2 de la présente ordonnance à partir du 08.06.2024 à 22:00 jusqu'au 09.06.2024 à 16:00.

A l'exception de l'affichage électoral sur le domaine public organisé uniquement par la commune sur les panneaux électoraux communaux, aucune affiche, ni sur support fixe ou mobile, ni apposée dans ou sur un véhicule ou une remorque en stationnement ou en mouvement, aucun autre média fixe ou mobile de publicité électorale visuelle, notamment le port de tout vêtement promotionnel à caractère politique ou tout "homme-sandwich", ne se trouvera sur le domaine public tant en voirie régionale qu'en voirie communale, pendant la même période.

Article 6 :

Sont interdites, tant de jour que de nuit, jusqu'au 09.06.2024 inclus, toute caravane publicitaire ainsi que toute propagande électorale sonore et par haut-parleur.

Article 7 :

Les affiches, les représentations picturales et photographiques, les tracts et papillons destinés à l'affichage, tout matériel destiné à l'affichage ou pour l'apposition d'inscriptions, de même que tout matériel de sonorisation, utilisés en contravention avec les dispositions de la présente ordonnance de police, ainsi que tout objet dangereux pour la sécurité publique seront saisis en vue de leur confiscation spéciale, conformément aux articles 42 et 43 du Code pénal.

Article 8 :

1. Tout manquement aux dispositions de la présente ordonnance sera puni d'une amende administrative de maximum 500,00 EUR. En outre, les documents apposés, en violation des dispositions de la présente ordonnance seront enlevés d'office par le personnel communal habilité ou la police et ce, aux frais, risques et périls des contrevenants (candidats représentés) et, à défaut, aux frais des éditeurs responsables (si celui-ci ne peut être déterminé, aux frais du responsable de la section locale du parti).
2. Les panneaux électoraux ou dispositifs visés dans la présente ordonnance sont assimilés à du mobilier urbain destiné à l'utilité publique. A ce titre, leur destruction ou leur dégradation volontaire

notamment par le surcollage d'affiches ou l'ajout d'inscriptions sera sanctionné par les dispositions du règlement général de police s'y rapportant.

Article 9 :

La présente ordonnance de police entre en vigueur le 29.04.2024.

Article 10 :

La présente ordonnance de police sera publiée conformément à l'article 112 de la nouvelle loi communale par voie d'affichage et par mise en ligne sur le site internet de la commune.

En outre, des expéditions de la présente ordonnance de police seront transmises à M. le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, à M. le Gouverneur f.f. de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, au greffe du Tribunal de Première Instance de Bruxelles, au greffe du Tribunal de Police de Bruxelles et au chef de corps de la Zone de Police 5343 Montgomery.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

La Secrétaire communale,
(s) Florence van Lamsweerde

Le Président,
(s) Damien De Keyser

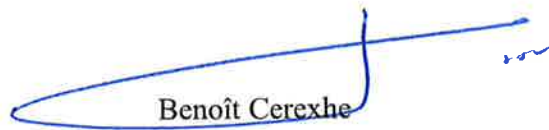
POUR EXTRAIT CONFORME
Woluwe-Saint-Pierre, le 27 mars 2024

La Secrétaire communale,



Florence van Lamsweerde

Le Bourgmestre,



Benoît Cerexhe

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig

Damien De Keyser, *Gemeenteraadslid-Voorzitter* ;
Benoît Cerexhe, *Burgemeester* ;
Caroline Lhoir, Alexandre Pirson, Françoise de Callatay-Herbiet, Antoine Bertrand, Carine Kolchory, Dominique Harmel, Gerda Postelmans, *Schepenen* ;
Willem Draps, Philippe van Cranem, Anne-Charlotte d'Ursel, Christine Sallé, Tanguy Verheyen, Aymeric de Lamotte, Cécile Vainsel, Laurent de Spirlet, Olivia Casterman, Marie Cruysmans, Jonathan de Patoul, Anne Delvaux de Fenffe, Juliette Siaens-Mahieu, Christiane Mekongo Ananga, Cathy Vaessen, Sophie Busson, Danièle Van Crombrughe-Gruloos, Hatiana Martine LUWANA, *Gemeenteraadsleden* ;
Florence van Lamsweerde, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Helmut De Vos, *Schepen* ;
Carla Dejonghe, Alexia Bertrand, Christophe De Beukelaer, Georges Dallemagne, Etienne Dujardin, Muriel Godhaird, Michel Naets, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 26.03.24

#Onderwerp : GR - Politieverordening van de Gemeenteraad betreffende de verkiezingen van het Europees Parlement, van de Kamer van volksvertegenwoordigers, van het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de Brusselse leden van het Vlaams Parlement op datum van 09.06.2024 - Goedkeuring #

Openbare zitting

Juridische dienst

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikelen 119, 133 alinea 2 en 135 § 2 ;

Gelet in het bijzonder op artikel 119bis van de nieuwe gemeentewet tot het opleggen van administratieve sancties voor het beteugelen van inbreuken op de politiereglementen en verordeningen ;

Gelet op het gemeenschappelijk algemeen politiereglement voor alle 19 Brusselse gemeenten van 21.01.2020, zoals gewijzigd, inzonderheid op de artikels 38 en volgende ;

Gelet op de ordonnantie van 14.05.1998 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd, houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op het besluit van 16.07.1998 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd, betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht ;

Overwegende dat verkiezingen van het Europees Parlement, van de Kamer van volksvertegenwoordigers, van het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de Brusselse leden van het Vlaams Parlement zullen doorgaan op datum van zondag 09.06.2024 ;

Gelet op het politiebepsluit van 22.02.2024 genomen door Dhr. de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ;

Overwegende dat, ter aanvulling van de bepalingen opgenomen in voornoemd politiebepsluit van 22.02.2024 genomen door Dhr. de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, het noodzakelijk is maatregelen te nemen om de veiligheid, de rust en de openbare orde gedurende de voornoemde verkiezingsperiode te vrijwaren ;

Overwegende dat de gemeenten de opdracht hebben de reinheid, rust en openbare orde te verzekeren voor de

inwoners, in het bijzonder in de straten, op openbare plaatsen en in openbare gebouwen ;
Overwegende dat het met het oog op de uitvoering van deze opdracht tijdens de verkiezingsperiode van belang is om diverse maatregelen te nemen om het aanplakken op de openbare weg te reguleren ; dat het van belang is om wildplakken te voorkomen die naast schade ook leiden tot aanzienlijke visuele vervuiling die schadelijk kan zijn voor de openbare veiligheid en rust ;

Gelet op wat voorafgaat en teneinde de veiligheid, de rust en de openbare orde te bewaren ;

BESLUIT eenparig, in het kader van de organisatie van de verkiezingen van het Europees Parlement, van de Kamer van volksvertegenwoordigers, van het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de Brusselse leden van het Vlaams Parlement die zullen doorgaan op datum van zondag 09.06.2024, de volgende politieverordening goed te keuren :

Artikel 1:

De verkiezingsaanplakking op het openbaar domein wordt enkel door de gemeente georganiseerd.

De verkiezingsaanplakking op het openbaar domein zal strikt beperkt worden vanaf de inwerkingtreding van deze verordening en dit, tot en met 09.06.2024.

Geen enkele verkiezingsaffiche zal toegelaten worden op gronden of in gebouwen die vallen onder de bevoegdheid van de openbare besturen, tenzij deze bezet worden door natuurlijke personen voor private doeleinden.

Onverminderd de bepalingen van het algemeen politiereglement en de bepalingen van de Wegcode, is verkiezingsaanplakking verboden op :

- de openbare ruimte, met uitzondering van de aanplakkingspanelen die daartoe voorzien worden door de gemeentelijke overheid ;
- motorvoertuigen zoals gedefinieerd in artikel 2.21 van het Koninklijk Besluit van 01.12.1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, met uitzondering van :
 - auto's (artikel 1, § 2.44 van het Koninklijk Besluit van 15.03.1968 betreffende de technische voorwaarden waaraan motorrijtuigen en hun aanhangwagens moeten voldoen) zonder aanhangwagens noch koppelingen ;
 - fietsen, rijwielen, bakfietsen, bromfietsen, motorfietsen, driewielers, vierwielers (artikel 1 van het koninklijk besluit van 23.03.1998) zonder aanhangwagens noch koppelingen, steps.

Artikel 2:

Onder verkiezingsaanplakking wordt verstaan: opschriften, affiches, picturale of fotografische voorstellingen, folders en flyers of het gebruik van hedendaagse vormen van reclame zoals beeldprojectieapparaten (bijv. lasers, videoprojectoren), hogedrukreinigers en sjablonen.

Artikel 3:

§ 1. De aanplakking wordt uitsluitend door de gemeentediensten verzekerd op de hieronder vermelde panelen en in de geïdentificeerde zones. Deze mag in geen geval rechtstreeks worden uitgevoerd, noch door plakkers handelend voor de vertegenwoordigen(s) van de lijsten of politieke partijen, noch door een persoon die niet tot het gemeentepersoneel behoort.

§ 2. De lijsten die wensen dat de affiches van hun kandidaten op de verkiezingspanelen worden aangeplakt, wijzen een enkele vertegenwoordiger aan die door de lijsttrekker geldig werd gemandateerd om de verkiezingsaffiches bij de dienst Gemeentelijk Secretariaat af te geven, van maandag tot en met vrijdag tussen 09u00 en 12u00, behalve op feestdagen en dagen waarop het gemeentebestuur gesloten is, voor gemeentelijke aanplakking op de panelen. Desgevallend deelt hij/zij de gewenste schikking mee, die met de toegekende ruimte overeen moet stemmen. Elk geschil valt onder de bevoegdheid van het College van Burgemeester en Schepenen.

§ 3. Een gerechtvaardigd en wekelijks verzoek voor nieuwe aanplakking mag door de vertegenwoordigers van elke lijst geformuleerd worden. De nieuwe affiches worden aangeplakt binnen een redelijke termijn.

§ 4. De gemeentediensten brengen - in de mate van het mogelijke - nieuwe affiches aan om de beschadigde affiches te vervangen, voor zover de kandidaat of de vertegenwoordiger van de partij waarvan de affiche werd verwijderd of beschadigd :

- dit aan de gemeentediensten heeft gemeld
- een toereikend aantal affiches heeft overgemaakt om indien nodig tot de vervanging ervan over te gaan.

De affiches zullen vanaf 02.05.2024 door gemeentewerkers worden geplakt op de gemeentelijke panelen die zich op de hieronder genoemde locaties bevinden en die door het gemeentebestuur zijn gereserveerd voor het plakken van verkiezingsaffiches :

- Dumonplein, op het centrale gedeelte vóór het ING-bankagentschap
- Jules du Jardinlaan, langsheen het hek van het Sportcentrum
- Sinte-Aleidisvoorplein, achter de kerk
- Bosrandplein, op de berm tussen de rotonde en de parking
- Meiersplein
- vóór het gemeentehuis
- Atlantische/Franciskanenvoorplein, op de centrale berm
- Gebroeders Legrainlaan, in de nabijheid van het Carrefour Market-warenhuis
- White Starplein

De aanplakkingsruimte op de gemeentelijke verkiezingsborden wordt verdeeld in kolommen op de volgende wijze :

- 90 % in gelijke delen, voor de op dit moment in ten minste twee van de bij de verkiezingen van 09.06.2024 betrokken vergaderingen vertegenwoordigde politieke partijen ;
- 10 % wordt in gelijke delen verdeeld onder de op dit moment niet in ten minste twee van de bij de verkiezingen van 09.06.2024 betrokken vergaderingen vertegenwoordigde partijen ;

De aanplakkingsruimte is voorbehouden voor elke politieke partij, van links naar rechts, in oplopende volgorde van lijstnummers.

Worden niet aangeplakt : alle affiches met een inhoud die een inbreuk vormt op de wet van 30.07.1981, zoals gewijzigd, tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of op de wet van 23.03.1995, zoals gewijzigd, tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaalsocialistische regime is gepleegd.

Artikel 4:

Het uitdelen van vlugschriften op de openbare weg is toegelaten op voorwaarde dat op de uitgedeelde documenten de verantwoordelijke uitgever duidelijk vermeld staat en dat de uitdelers de vlugschriften, die door het publiek op de grond geworpen worden, oprapen (in toepassing van het artikel 51 van het Algemeen Politierglement).

Artikel 5:

Het is verboden om campagne te voeren zoals beschreven in artikel 2 van onderhavige verordening van 08.06.2024 om 22:00 tot 09.06.2024 om 16:00.

Met uitzondering van de verkiezingsaanplakking op het openbaar domein dat uitsluitend door de gemeente georganiseerd wordt op de gemeentelijke verkiezingspanelen, mag geen enkele affiche, noch op een vaste of mobiele drager, noch aangebracht op of in een geparkeerd(e) of rijdend(e) voertuig of aanhangwagen, of geen enkel ander vast of mobiel communicatiemiddel voor visuele verkiezingsreclame, in het bijzonder klederdracht bedrukt met reclame met een politiek karakter of "sandwichmannen", zich op het openbaar domein bevinden, noch op het gemeentelijk wegennet, noch op het gewestelijk wegennet, gedurende dezelfde periode.

Artikel 6:

Tot en met 09.06.2024 zijn publiciteitskaravanen en alle verkiezingspropaganda voortgebracht door een luidspreker of megafoon, zowel overdag als 's nachts verboden.

Artikel 7:

De affiches, beeld- en fotografische voorstellingen, folders en flyers bestemd voor aanplakking, alle materiaal bestemd voor de aanplakking en voor het aanbrengen van opschriften, evenals alle geluidsinstallatiemateriaal, gebruikt in overtreding met de bepalingen van voormelde politieverordening, alsook alle voorwerpen die gevaar opleveren voor de openbare veiligheid, zullen in beslag genomen worden met het oog op de verbeurdverklaring ervan overeenkomstig de artikelen 42 en 43 van het Strafwetboek.

Artikel 8:

1. Elke overtreding op de bepalingen van de onderhavige verordening wordt bestraft met een administratieve boete van maximaal 500,00 EUR. Bovendien worden documenten die in strijd met de bepalingen van deze verordening zijn aangebracht ambtshalve verwijderd door het gemachtigde gemeentepersoneel of door de politie en dit op kosten, en op risico van de overtreders (vertegenwoordigde kandidaten) en, bij ontstentenis, op kosten van de verantwoordelijke uitgevers (als deze niet kan bepaald worden, op kosten van de verantwoordelijke van de lokale partijsectie).
2. De verkiezingsborden of de in deze verordening bedoelde voorzieningen worden gelijkgesteld met stadsmeubilair bestemd voor openbaar gebruik. In dat opzicht wordt de vrijwillige vernietiging of beschadiging ervan, in het bijzonder door de affiches te overplakken of door opschriften toe te voegen, bestraft volgens de betreffende bepalingen in het algemeen politiereglement.

Artikel 9:

Deze politieverordening treedt in werking op 29.04.2024.

Artikel 10:

Deze politieverordening wordt bekendgemaakt overeenkomstig artikel 112 van de nieuwe gemeentewet door middel van aanplakking en door plaatsing op de website van de gemeente.

Bovendien zullen afschriften van deze politieverordening overgemaakt worden aan Dhr. Minister-President van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, aan Dhr. d.d. Gouverneur van het administratief arrondissement van Brussel-Hoofdstad, aan de griffie van de Rechtbank van Eerste Aanleg van Brussel, aan de griffie van de Politierechtbank van Brussel en aan de korpschef van de Politiezone 5343 Montgomery.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Florence van Lamsweerde

De Voorzitter,
(g) Damien De Keyser

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Sint-Pieters-Woluwe, 27 maart 2024

De Gemeentesecretaris,

Florence van Lamsweerde

De Burgemeester,

Benoît Cerexhe